

Renforcer le **SUIVI** des plans nationaux multisectoriels de nutrition

Enseignements tirés de la plateforme nationale d'information pour la nutrition en Côte d'Ivoire

Février 2023

Traduction inofficielle

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Remerciements..... | 3 |
| Glossaire..... | 4 |
| Introduction : malgré les progrès réalisés, des efforts multisectoriels supplémentaires sont nécessaires | 5 |
| Comment la PNIN a-t-elle contribué à améliorer le suivi du plan multisectoriel de nutrition en Côte d'Ivoire ?..... | 8 |
| Cartographie des données disponibles dans les secteurs clés..... | 10 |
| Cartographie des politiques sectorielles et de leur alignement avec le PNMN | 10 |
| Sensibilisation à la nutrition des points focaux nutrition sectoriels | 10 |
| Création d'une plateforme en accès libre pour les indicateurs du cadre de S&E..... | 10 |
| Renforcement des capacités et appui aux points focaux nutrition sectoriels concernant l'harmonisation et la centralisation des données..... | 11 |
| Résultats et enseignements | 11 |
| Comment assurer un meilleur suivi du plan multisectoriel sur la nutrition ? | 12 |
| Quelles sont les lacunes en matière d'information ?..... | 12 |
| Trouver des alternatives intelligentes et surmonter les problèmes techniques..... | 15 |
| Alignement des politiques sectorielles sur la politique multisectorielle de la nutrition | 15 |
| Stimuler le dialogue entre les utilisateur·rice·s et les fournisseur·se·s de données..... | 16 |
| Stimuler la demande d'informations..... | 16 |
| Générer de la confiance et de la transparence chez les parties prenantes | 17 |
| Faire preuve de pragmatisme dans la conception du cadre de suivi | 17 |
| Un cadre de suivi ambitieux | 17 |
| Un plan multisectoriel de nutrition ambitieux | 18 |
| Plaidoyer en faveur du financement des systèmes d'information sectoriels | 19 |
| Résultats et enseignements | 19 |
| Perspectives sur le S&E | 20 |
| Annexe 1 : méthodologie | 21 |
| Annexe 2 : liste des personnes interrogées..... | 22 |
| Références bibliographiques | 23 |

Liste des encadrés

Initiative Plateformes nationales d'information pour la nutrition (p. 6)

Plan multisectoriel de nutrition en Côte d'Ivoire (p. 9)

Messages clés de la partie 1 (p. 8)

Messages clés de la partie 2 (p. 12)

Liste des figures

La PNIN dans la gouvernance de la nutrition en Côte d'Ivoire (p. 8)

Évolution du cadre de suivi (p. 7)

Pourcentage d'indicateurs de suivi dûment renseignés, par axe stratégique du plan de nutrition, en Côte d'Ivoire (p. 13)

Pourcentage d'indicateurs de suivi dûment renseignés, par secteur (p. 14)

Pourcentage d'indicateurs de suivi dûment renseignés, par type d'indicateur (p. 14)

Remerciements

À propos de l'Initiative PNIN

L'initiative PNIN (Plateformes nationales d'information pour la nutrition) est une initiative de la Commission européenne dont la mise en œuvre est appuyée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et par l'UNICEF. Elle a pour but de renforcer les capacités nationales de gestion et d'analyse des informations et des données issues de tous les secteurs ayant une influence sur la nutrition, et de diffuser et d'utiliser ces informations pour mieux guider l'élaboration des politiques afin de lutter contre la sous-nutrition. *Capacity for Nutrition (C4N)* est une action financée par la Commission européenne et par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement et mise en œuvre par la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH dans le cadre du programme Knowledge for Nutrition (K4N). C4N possède une unité de coordination globale servant à coordonner les plateformes PNIN de différents pays, ce qui a conduit à l'élaboration du présent rapport.

Remerciements

Cette étude de cas a été élaborée par l'expert de la nutrition Julien Chalimbaud sous la supervision de l'unité d'assistance globale C4N-PNIN en collaboration avec le Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance (SE-CONNAPE). L'unité d'assistance globale C4N-PNIN et l'auteur souhaitent également remercier tous les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux consultés : Dr Patricia N'Goran, point focal SUN, ancienne secrétaire exécutive de SE-CONNAPE et conseillère principale pour le Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (CERFAM) à la présidence de la Côte d'Ivoire ; Dr Faustin N'Dri, responsable de la PNIN au SE-CONNAPE ; Dr Assemian Ake, N'Dri Ahoutou Louis, Gbouazo Tato Oumar et Roland Mady, de l'unité PNIN du SE-CONNAPE ; Dr Denis Garnier, spécialiste de la nutrition auprès de l'UNICEF Côte d'Ivoire ; Paulin Koffi et Germain Bomisso, assistants techniques pour la PNIN, UNICEF Côte d'Ivoire ; Serge Couhoulé Allou, point focal nutrition au ministère de l'Agriculture (MINADER) ; N'golo Fagnoro Coulibaly, point focal nutrition au ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH) ; Mahama Zoungrana, point focal du programme FIRST (impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle) au SE-CONNAPE, FAO Côte d'Ivoire ; Debora Di Dio, conseillère senior en nutrition et stratégie, secrétariat du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) ; Dr Ingo Neu, *EPOS Health Management* ; et Kendra Siekmans, consultante pour Nutrition International, Nuture Dev. Nous remercions tout particulièrement la délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire qui a permis la réalisation de cette étude de cas.



Cette publication a été produite avec l'appui financier de l'Union européenne et du gouvernement fédéral allemand, par l'intermédiaire de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. Son contenu relève de la seule responsabilité de la PNIN et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne, du gouvernement fédéral allemand ou d'autres parties.

Les cartes géographiques contenues dans cette publication sont uniquement présentées à des fins d'information et ne constituent pas une reconnaissance de frontières internationales ou de régions. La GIZ décline toute responsabilité quant à la validité, l'exactitude ou l'exhaustivité des cartes et quant à l'utilisation des informations qu'elles contiennent.

Glossaire

| Sigle | Français | Anglais |
|--------------|---|--|
| C4N | Capacité pour la nutrition | Capacity for Nutrition |
| CCSE | Cadre commun de suivi-évaluation : cadre de référence du plan de suivi et d'évaluation du PNMN | Common Results Framework of the PNMN |
| CNN | Conseil national pour la nutrition | National Nutrition Council |
| EUD | Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire | European Union Delegation in Côte d'Ivoire |
| FAO-FIRST | Programme Impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle | Food and Nutrition Security Impact, Resilience, Sustainability and Transformation programme |
| S&E | Suivi et évaluation | Monitoring and Evaluation |
| PNIN | Plateforme nationale d'information pour la nutrition https://www.nipn-nutrition-platforms.org/?lang=fr | National Information Platform for Nutrition https://www.nipn-nutrition-platforms.org/ |
| INS | Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire http://www.ins.ci/n/ | National Statistical Office of Côte d'Ivoire http://www.ins.ci/n/ |
| PNMIN | Plateforme nationale multisectorielle d'information pour la nutrition (nom de la PNIN adapté à la Côte d'Ivoire) | National Multi-sectoral Platform for Nutrition (adapted name of NIPN in Côte d'Ivoire) |
| PNMN | Plan national multisectoriel de nutrition de la Côte d'Ivoire | National Multi-sectoral Plan for Nutrition of Côte d'Ivoire |
| SE-CONNAPE | Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance | Executive Secretary of the National Nutrition Council for Nutrition, Feeding and Development of Infants and Young Children |
| SUN | Mouvement Scaling-Up Nutrition https://scalingupnutrition.org/fr/ | Scaling-Up Nutrition Movement https://scalingupnutrition.org |
| UNICEF | Fonds des Nations unies pour l'enfance | United Nations Children's Fund |

Introduction : malgré les progrès réalisés, des efforts multisectoriels supplémentaires sont nécessaires

En Côte d'Ivoire, la malnutrition demeure un problème de santé publique majeur. On estime, en effet, que 22 % des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance et que 6,1 % souffrent d'émaciation¹. Malgré une forte tendance à la baisse au cours de la dernière décennie (par rapport aux 34 % de 2006²), le rythme de la réduction du retard de croissance reste insuffisant pour atteindre les objectifs de l'OMS en matière de nutrition à l'horizon 2025³.

Le gouvernement ivoirien a adhéré au mouvement SUN en 2013 et a élaboré son premier plan national multisectoriel de nutrition (PNMN, voir l'encadré page 9) en 2016.

La série 2021 de The Lancet sur la nutrition⁴ appelle à poursuivre les stratégies multisectorielles et à concevoir des stratégies plus contextualisées pour réduire la malnutrition et atteindre les objectifs à l'horizon 2025. Pour cela, les décideur·euse·s politiques ont un besoin crucial d'informations robustes, contextualisées et multisectorielles.

La principale source d'information vient du suivi et de l'évaluation (S&E) du plan multisectoriel de nutrition. Une récente analyse de 26 plans de nutrition⁵ a montré que le S&E fait trop souvent partie des points faibles des plans. Il est généralement sous-financé et les capacités sont insuffisantes pour centraliser et analyser les informations nécessaires à l'ajustement de la stratégie opérationnelle.

En Côte d'Ivoire, le S&E du PNMN avait besoin d'appui. En 2018, le gouvernement a donc décidé de faire appel à la plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN) afin de le renforcer et de fournir des informations adéquates aux décideur·euse·s politiques.

Cette étude de cas⁶ a pour objectif de décrire :

- comment la PNIN a concrètement contribué à améliorer le S&E du PNMN avec une approche à long terme ;
- ce qui reste à faire pour assurer un meilleur suivi du plan de nutrition ;
- les enseignements tirés de cette expérience.

¹ UNICEF/OMS/Banque mondiale, 2021

² UNICEF/OMS/Banque mondiale

³ Organisation mondiale de la santé, 2012

⁴ Heidkamp *et al.*, 2021

⁵ Coile *et al.*, 2021

⁶ Cette étude de cas a été réalisée par C4N (*Capacity for Nutrition*). Elle est basée sur une précédente évaluation (C4N, 2020) du travail de la plateforme, sur une rapide analyse documentaire et sur des entretiens approfondis avec 12 parties prenantes internes et externes à la PNIN. L'étude ne prétend toutefois pas offrir une vision exhaustive de la situation.

PNIN

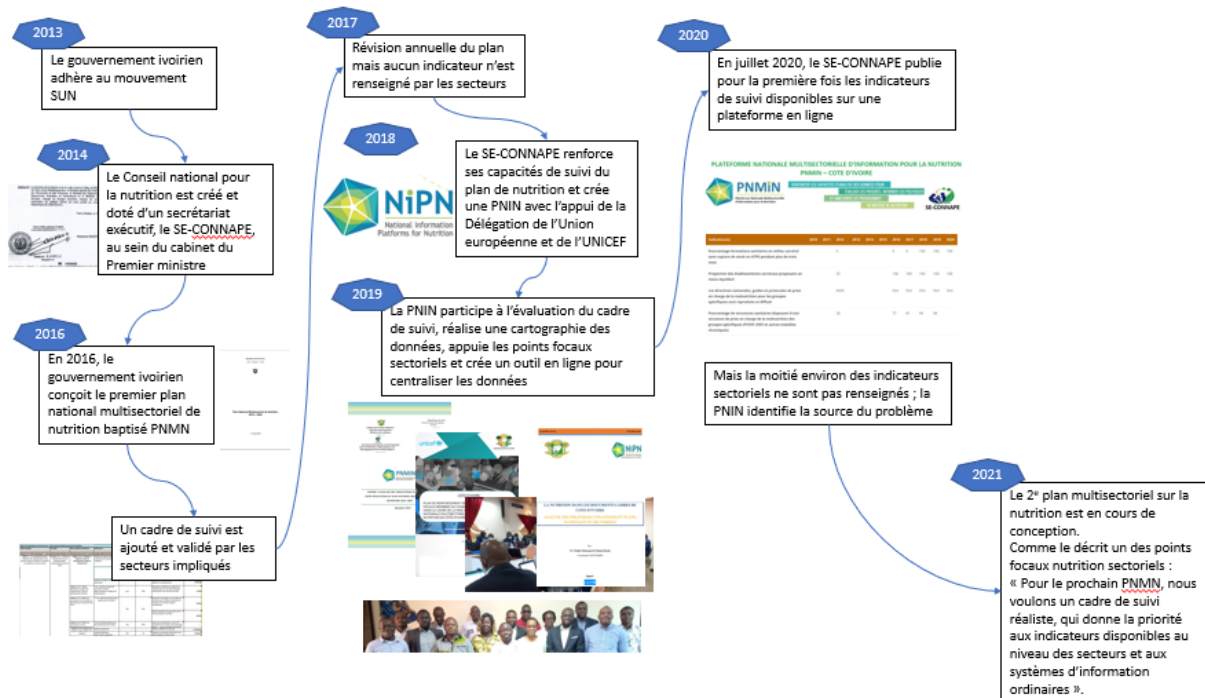
L'initiative PNIN (Plateformes nationales d'information pour la nutrition) vise à aider les gouvernements à mettre en place des plateformes multipartites afin de résoudre certains des problèmes classiques et profondément enracinés auxquels les gouvernements nationaux sont confrontés : faire un meilleur usage des données disponibles et appuyer le dialogue entre les producteur·rice·s et les utilisateur·rice·s de données.

Une PNIN vise généralement à :

- ajouter de la valeur aux données existantes produites par les ministères compétents en contribuant à :
 - renforcer la capacité des ministères compétents à produire des données harmonisées et de qualité ;
 - faciliter et promouvoir la production d'un volume de données significatif ;
 - centraliser et analyser les données de manière collaborative pour produire des informations multisectorielles robustes ;
- répondre aux besoins des décideur·euse·s politiques : les PNIN contribuent au dialogue continu entre les producteur·rice·s et les utilisateur·rice·s de données.

Les décideur·euse·s politiques mènent le processus, en décidant des informations dont il·elle·s ont besoin pour mieux concevoir les politiques nationales et infranationales sur la nutrition. L'initiative PNIN est opérationnelle dans huit pays. Pour en savoir plus : <https://www.nipn-nutrition-platforms.org/?lang=fr>

Évolution du cadre de suivi du premier plan multisectoriel de nutrition du gouvernement ivoirien



Pourcentage d'indicateurs de suivi sectoriels renseignés :

2016 :
0 %

2020 :
56 %

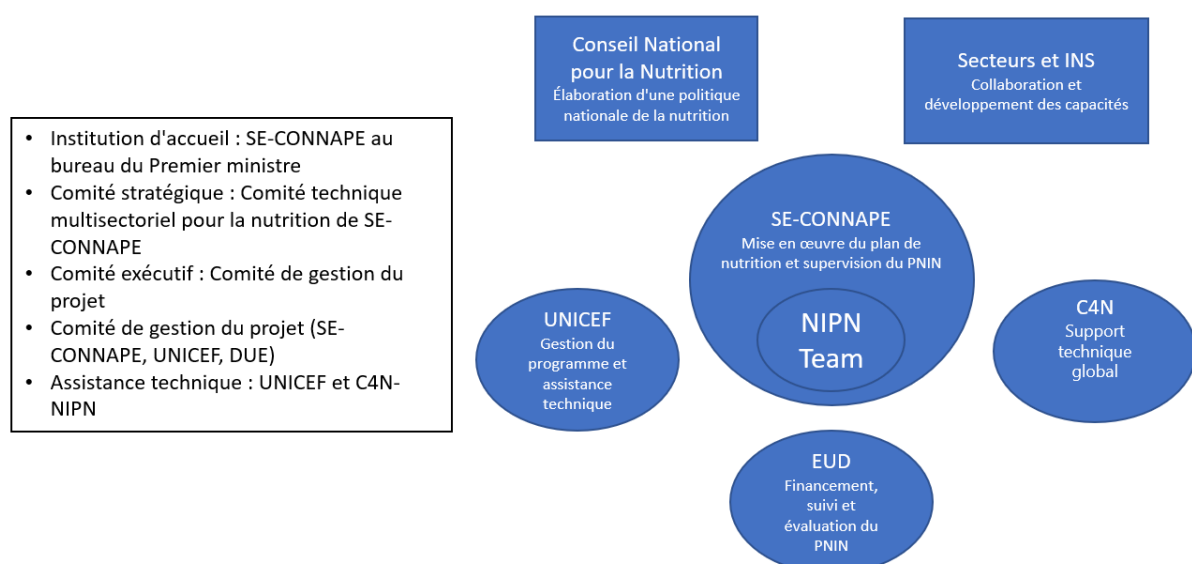
Comment la PNIN a-t-elle contribué à améliorer le suivi du plan multisectoriel de nutrition en Côte d'Ivoire ?

Principaux messages

- Il est essentiel de garantir les capacités de l'équipe chargée du suivi multisectoriel, qu'il s'agisse de ressources humaines, d'expertise technique ou de matériel, et de la doter d'une mission et d'une autorité officielles lui permettant de collecter des données auprès de différents prestataires.
- La création d'un outil capable de centraliser et de communiquer les indicateurs de suivi en temps réel peut stimuler la mise en œuvre du plan multisectoriel de nutrition.

Dans sa volonté de concevoir des politiques multisectorielles efficaces pour réduire la malnutrition, le gouvernement ivoirien a décidé, en juillet 2014, de créer le Conseil national pour la nutrition (CNN), placé sous l'autorité du vice-président, un facteur de réussite essentiel⁷. Le Conseil pour la nutrition est appuyé par un secrétariat exécutif baptisé SE-CONNAPE⁸, qui est placé sous la supervision directe du cabinet du Premier ministre (voir la figure ci-dessous). Le SE-CONNAPE a pour mission de collaborer avec les ministères compétents impliqués dans le PNMN, par l'intermédiaire de points focaux nutrition, et de mettre en œuvre le système de suivi et évaluation du plan. Cette organisation interne offre au SE-CONNAPE un mandat et un pouvoir de rassemblement clairs, mais elle est également sensible au contexte politique⁹.

La PNIN dans le système de gouvernance de la nutrition en Côte d'Ivoire :



⁷ Fracassi, Siekmans and Baker, 2020

⁸ Secrétariat exécutif du Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance

⁹ (C4N, 2020)

Dès le départ, l'initiative PNIN en Côte d'Ivoire avait pour principal objectif de renforcer le S&E du plan national multisectoriel de nutrition (voir l'encadré ci-dessous), ce qui a justifié son rattachement au SE-CONNAPE. Le gouvernement a créé et financé une unité de gestion du projet de PNIN (cinq personnes à plein temps) au sein du SE-CONNAPE. La délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire a également financé l'UNICEF afin qu'il fournisse une assistance technique et qu'il gère la subvention conséquente destinée à financer les activités de la plateforme en coordination avec les principaux secteurs impliqués dans l'initiative et qui en tirent des bénéfices. C4N (Capacity for Nutrition) apporte également une assistance technique ainsi que des enseignements tirés d'autres projets de PNIN.

Plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020 de la Côte d'Ivoire (PNMN)

Le premier plan multisectoriel de nutrition de la Côte d'Ivoire propose une série d'interventions en faveur de la nutrition dans différents secteurs, sur la base des recommandations de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition de 2014 (FAO/OMS). Le Plan est le document de référence de l'action gouvernementale en faveur de la nutrition et fait partie intégrante du Plan national de développement.

Il vise à réduire de 30 % le retard de croissance et à tripler le taux d'allaitement exclusif.

Le Plan est divisé en sept axes stratégiques :

Axe 1 : La promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et des mesures préventives (12 % du budget total prévu)

Axe 2 : Le renforcement de la prise en charge de la malnutrition (27 % du budget total prévu)

Axe 3 : L'accroissement durable de la disponibilité et de l'accès à des aliments nutritifs et diversifiés pour la consommation (21 % du budget total prévu)

Axe 4 : Le renforcement de la sécurité sanitaire des aliments (8,6 % du budget total prévu)

Axe 5 : Le renforcement de la résilience des ménages aux crises alimentaires et nutritionnelles (11,7 % du budget total prévu)

Axe 6 : L'amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement (16,7 % du budget total prévu)

Axe 7 : La création d'un environnement favorable à la nutrition et le renforcement de la Gouvernance (2,8 % du budget total prévu)

Le Plan préconise de donner la priorité aux régions dans lesquelles les taux de malnutrition sont les plus élevés, afin que les interventions convergent vers les mêmes zones prioritaires.

Alors que le premier PNMN touche à sa fin, un deuxième plan quinquennal est en cours de discussion au moment de la rédaction du présent document en 2022.

Le PNMN comprenait un cadre de S&E clairement planifié et conçu. Toutefois, entre 2016 et 2019, le SE-CONNAPE n'avait accès à aucune donnée lui permettant de produire les mises à jour trimestrielles et annuelles prévues. En l'absence d'informations de suivi, il s'est avéré difficile d'ajuster les interventions pendant la mise en œuvre du PNMN.

Le SE-CONNAPE a pris conscience de cette faiblesse assez répandue¹⁰, ce qui l'a conduit, au moment de la mise en service de la plateforme en 2018, à donner la priorité à l'appui au cadre officiel de suivi et évaluation (S&E) du PNMN.

Le SE-CONNAPE a réalisé, par l'intermédiaire de la PNIN, un certain nombre des activités décrites dans ce document, dans un esprit de transparence et de collaboration avec les points focaux nutrition sectoriels, afin de renforcer le cadre de S&E avec une approche à long terme.

Cartographie des données disponibles dans les secteurs clés

La première activité mise en œuvre par l'intermédiaire de la PNIN a consisté à réaliser une cartographie des données sur la nutrition¹¹ dans le but de décrire avec précision les données disponibles, ministère par ministère. Cette étude a identifié les indicateurs disponibles en indiquant leur accessibilité, leur rapidité d'obtention et leur niveau d'exhaustivité. Le travail a été réalisé en collaboration avec les points focaux nutrition du service de S&E de chaque secteur afin de les aider dans leurs tâches.

Cartographie des politiques sectorielles et de leur alignement avec le PNMN

Une deuxième étape a consisté à établir une cartographie des politiques sectorielles pertinentes pour la nutrition. Le PNMN est un plan multisectoriel impliquant plusieurs ministères qui disposent de leurs propres politiques et de leurs propres calendriers. Il faut du temps et plusieurs cycles politiques pour réussir à ajuster intégralement le PNMN aux politiques sectorielles. Le travail a été réalisé dans un esprit de collaboration afin d'inciter les secteurs à contribuer activement au PNMN^{12 13}.

Sensibilisation à la nutrition des points focaux nutrition sectoriels

Le cadre de S&E officiel du PNMN exige des points focaux nutrition sectoriels qu'ils transmettent leurs indicateurs au SE-CONNAPE. Les points focaux nutrition sectoriels travaillent généralement dans le service de S&E de leur ministère respectif et ont une compréhension limitée des concepts clés de la nutrition. Avec l'appui de l'UNICEF, la PNIN a organisé des ateliers sur les concepts clés de la nutrition afin que chaque point focal puisse comprendre la contribution de son secteur à la nutrition, la valeur ajoutée des approches multisectorielles et l'importance d'un suivi multisectoriel du plan.

Création d'une plateforme en accès libre pour les indicateurs du cadre de S&E

La PNIN a conçu une application web pour faciliter la centralisation, la mise à jour et la communication des indicateurs du plan multisectoriel de nutrition. Les indicateurs peuvent

¹⁰ Manorat *et al.*, 2020

¹¹ Michel and Apata, 2017

¹² SE-CONNAPE et PNMN, 2019a

¹³ SE-CONNAPE et PNMN, 2020

dorénavant être actualisés en ligne par les fournisseur·euse·s de données dans une application conviviale. Les indicateurs sont désormais visibles et accessibles à tou·te·s sur un site Internet public¹⁴.

Renforcement des capacités et appui aux points focaux nutrition sectoriels concernant l'harmonisation et la centralisation des données

La PNIN a également fourni une assistance technique aux points focaux nutrition sectoriels en leur expliquant avec précision ce qui est attendu d'eux dans le cadre du plan de suivi et d'évaluation et comment traiter les informations rapidement. Auparavant, les points focaux nutrition n'en avaient pas conscience et cela n'était pas une priorité pour eux. La création de la plateforme en ligne a joué un rôle clé pour faciliter leur travail et créer une dynamique positive. Un atelier multisectoriel a été organisé pour identifier et débattre de solutions susceptibles d'améliorer l'harmonisation des données entre les secteurs. En effet, les pratiques de gestion des données peuvent varier d'un ministère à l'autre. Par exemple, la définition du mot « communauté » n'est pas standardisée et certains secteurs ne disposent pas des capacités nécessaires pour communiquer sur leur activité à ce niveau.

Résultats et enseignements

Grâce à toutes ces activités, le SE-CONNAPE a pu, en juillet 2020 et pour la première fois, mettre 56 % des indicateurs sectoriels du cadre de suivi à la disposition des décideur·euse·s politiques et du public. Le site Internet fournit des informations concrètes sur les progrès réalisés, qui alimenteront les discussions en cours sur la conception du PNMN 2022-2025.

Il transparaît de ce qui précède que de nombreuses activités sont nécessaires pour mettre en œuvre le S&E de manière efficace, une réalité qui est souvent sous-estimée. Même si certains indicateurs sont disponibles au niveau des secteurs, la centralisation des indicateurs dépend de plusieurs paramètres : l'adhésion de tous les secteurs ; la compréhension par tous les secteurs de la valeur ajoutée d'un tel travail ; et la mise à disposition des outils nécessaires pour centraliser les informations puis pour les diffuser et les exploiter.

Il faut du temps pour mettre en place une coordination et une collaboration multisectorielles efficaces, puis pour réaliser des progrès et s'assurer que le temps passé en réunions est productif. Avec l'appui de l'Union européenne, le gouvernement ivoirien a amélioré durablement la capacité du SE-CONNAPE à assurer le suivi du PNMN.

Le travail entrepris pour créer une plateforme centrale et ouverte a joué un rôle clé. C'est une démarche chronophage qui nécessite des ressources spécifiques, mais elle est source de dynamisme, de clarté et de transparence.

Malgré ces progrès, une lacune de taille perdure : environ la moitié des indicateurs officiels de suivi du PNMN demeurent inaccessibles. La PNIN a entrepris une évaluation approfondie en collaboration avec les secteurs concernés afin de décrire ces lacunes et de trouver des solutions possibles.

¹⁴ PNMIN, 2020

Comment assurer un meilleur suivi du plan multisectoriel sur la nutrition ?

Principaux messages

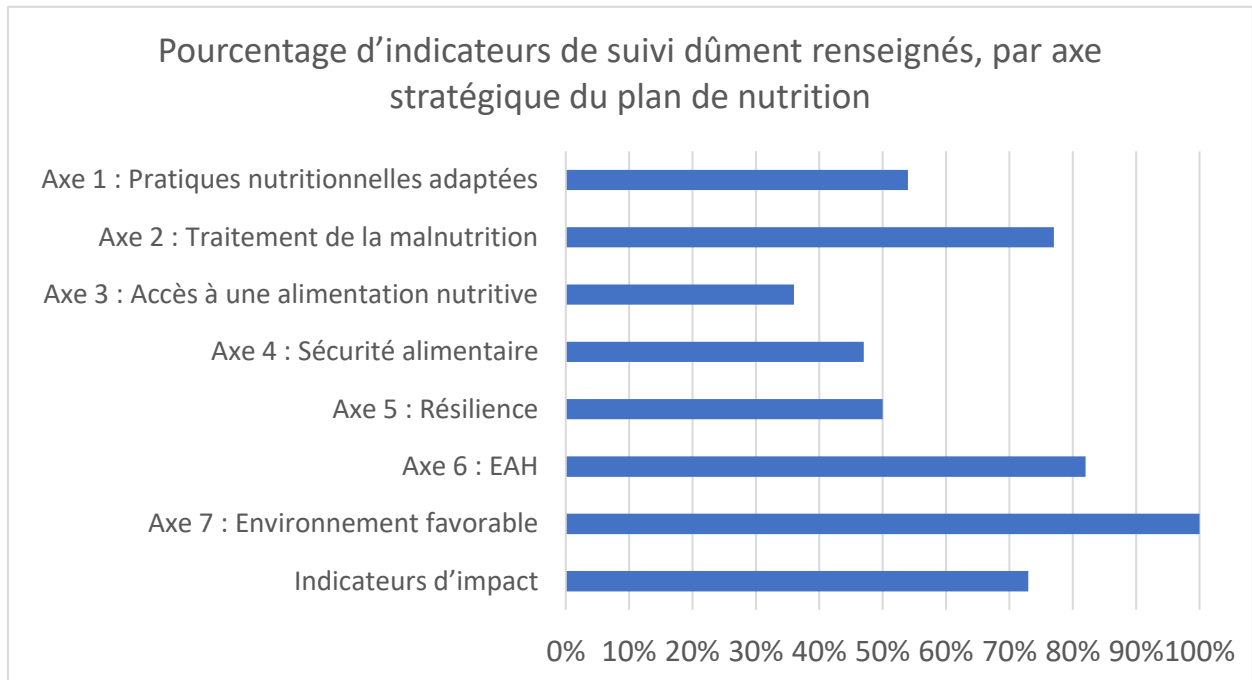
- Lors de la conception d'un cadre de suivi du plan multisectoriel de nutrition, il est important d'être collectivement transparent sur les informations requises, les informations disponibles et les informations qui doivent être créées.
- La mise en place d'une coordination et d'une collaboration multisectorielles nécessite du temps et de la finesse. Il ne s'agit pas uniquement de renforcer les capacités, mais d'établir un climat de confiance, de faire preuve de transparence et d'avoir une attitude de soutien afin que les partenaires deviennent des parties prenantes.

Quelles sont les lacunes en matière d'information ?

Pour comprendre non seulement les lacunes du cadre de suivi, mais aussi les blocages qui sous-tendent ces lacunes, la PNIN a réalisé une analyse descriptive approfondie des secteurs impliqués, afin d'apporter des recommandations pragmatiques¹⁵.

L'analyse montre que 44 % des indicateurs sectoriels utilisés pour assurer le suivi du plan national ne sont pas répertoriés dans les systèmes d'information des secteurs concernés. Il est important de noter que cela a un impact important sur le suivi du plan (voir la figure page 13). Sur les sept axes stratégiques du PNMN, plusieurs ne sont pas assez renseignés, c'est-à-dire que moins de 50 % des indicateurs souhaités sont dûment renseignés. Seul un axe stratégique est totalement renseigné, conformément à ce qui est prévu dans le plan de S&E. Les informations associées sont fournies directement par le SE-CONNAPE.

¹⁵ SE-CONNAPE et PNMIN, 2019b

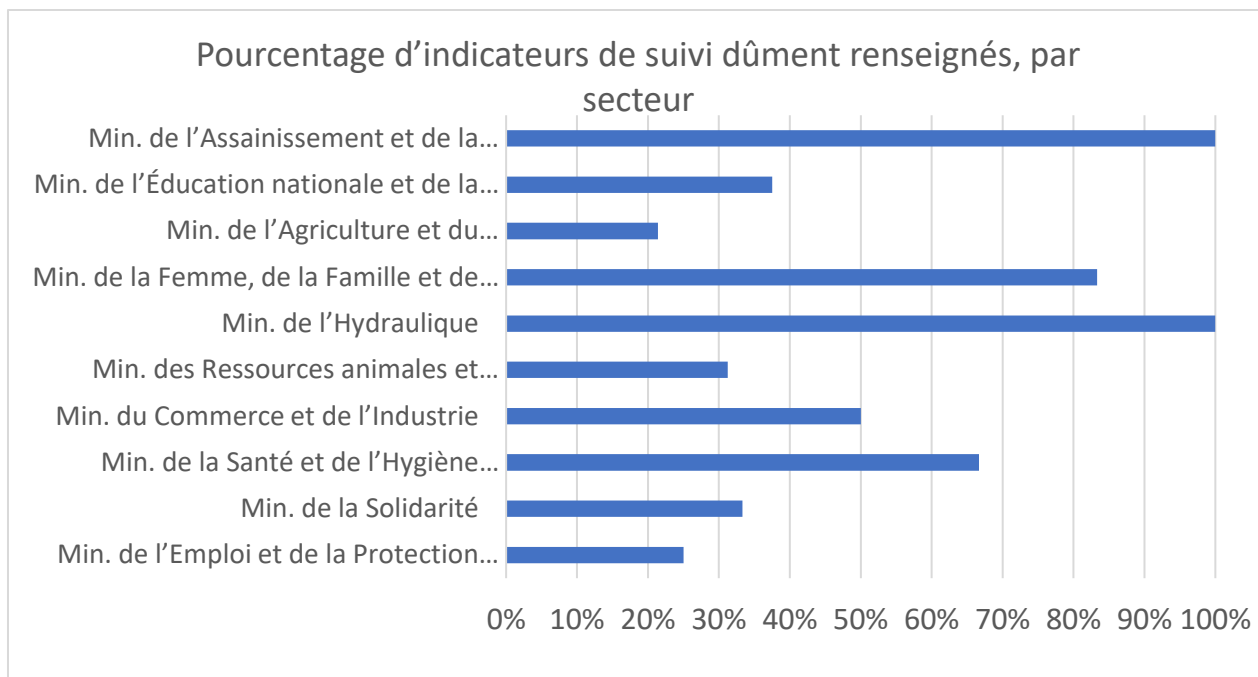


Comme le montre la figure ci-dessus, quatre des priorités stratégiques du plan sont difficiles à suivre car seulement environ 50 % des indicateurs de suivi prévus sont dûment renseignés.

La PNIN a également remarqué que les déficits de données ne sont pas uniformes dans tous les secteurs (voir la figure page 14). Cette situation est en partie le reflet de l'état des systèmes de suivi sectoriels, à savoir que certains ministères disposent de systèmes de suivi plus robustes que d'autres.

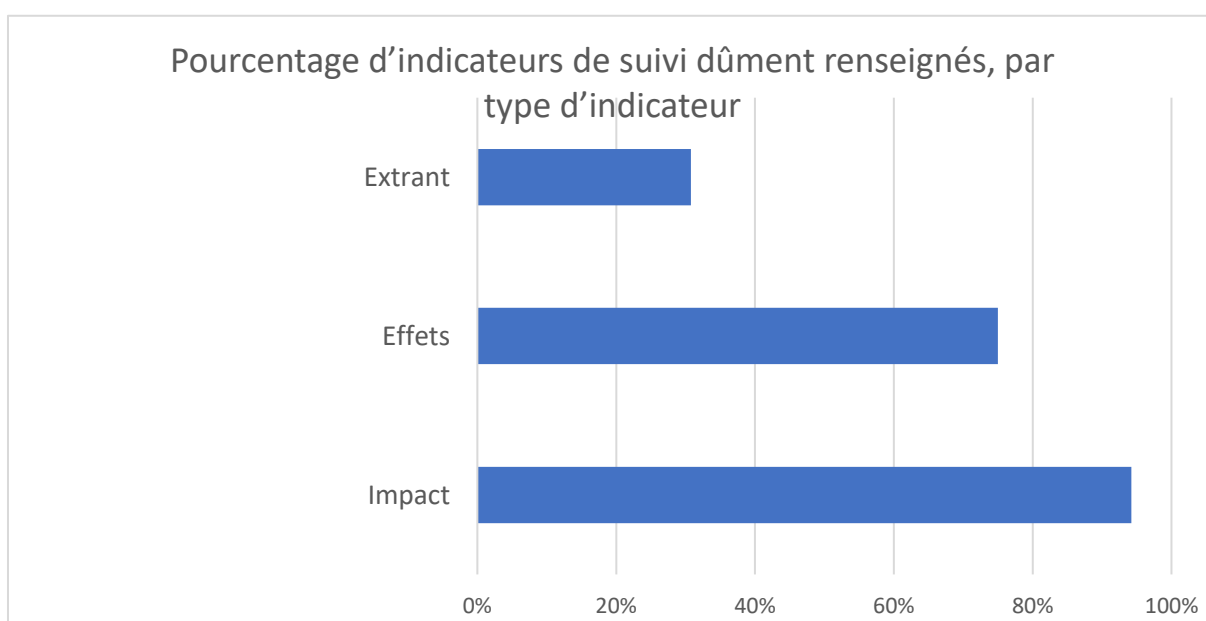
Ce problème résulte notamment de différences structurelles, qui existent également dans d'autres pays : les données de routine du ministère de l'Éducation et du ministère de la Santé sont naturellement structurées autour d'établissements physiques, chaque établissement communiquant sur ses activités (écoles et centres de soins). Pour le ministère de l'Agriculture, au contraire, les agriculteur·rice·s ne sont pas tou·te·s organisé·e·s autour d'un même établissement et ne sont pas dans l'obligation de communiquer sur leurs activités.

Autre raison de ces différences : certains ministères sont mieux équipés que d'autres pour le S&E. Alors que les ministères ivoiriens de la Santé, de l'Éducation et de l'Eau ont investi dans leurs systèmes d'information, d'autres manquent toujours de ressources de base à ce niveau. De fait, une des personnes interrogées a indiqué que certains ministères n'ont pas de plateforme numérique, qu'ils assurent la collecte des données manuellement et qu'ils ne disposent que d'une équipe très restreinte pour analyser les données.



Comme le montre la figure ci-dessus, pour 6 des 10 secteurs impliqués, moins de 50 % des indicateurs de suivi prévus sont dûment renseignés.

La PNIN a également étudié les types d'indicateurs et leurs sources. La figure ci-dessous montre que les indicateurs d'extrants (outputs) sont mal renseignés. Elle montre également que la plupart des indicateurs qui ne sont pas renseignés se situent au niveau des effets (outcomes) ou des extrants. Ces indicateurs devraient, en théorie, s'appuyer sur des informations provenant d'enquêtes nationales annuelles ou sur des rapports d'activité ou des évaluations de programmes, mais ces enquêtes sont onéreuses et difficiles à financer et n'ont donc pas été réalisées assez souvent.



Sur la base de cette analyse, la PNIN a identifié plusieurs voies possibles pour améliorer le suivi du plan de nutrition. Certaines d'entre elles peuvent être mises en œuvre immédiatement, tandis que d'autres feront l'objet d'un débat lors de la conception du prochain cadre de suivi du plan de nutrition 2022-2025.

Trouver des alternatives satisfaisantes et surmonter les problèmes techniques

Certaines des lacunes observées résultent de problèmes techniques liés à la définition de l'indicateur, à la source d'information ou à la qualité des données disponibles.

Quand l'indicateur précis n'est pas renseigné, une solution rapide et pragmatique consiste à rechercher des indicateurs supplétifs s'il en existe. Lorsque l'indicateur précis, tel que défini dans le cadre de S&E officiel, n'est pas directement disponible, il est possible qu'un indicateur similaire (ou « supplétif ») soit disponible dans les systèmes d'information sectoriels.

D'autres problèmes techniques sont plus difficiles à gérer. La définition de certains indicateurs telle qu'elle figure dans le cadre de suivi pose de sérieux défis aux systèmes d'information sectoriels. Un des problèmes identifiés vient de l'inclusion du mot « communauté » comme dénominateur commun à certains indicateurs de suivi. Dans une approche de santé publique, il est important de savoir comment les différentes interventions nutritionnelles se combinent au niveau communautaire. Dans ce cas, la notion de « communauté » n'est pas définie avec précision et n'est pas harmonisée entre les secteurs. En outre, certains secteurs sont dans l'incapacité de communiquer sur ce niveau d'activité. Par exemple, le ministère de l'Agriculture indique généralement le nombre d'agriculteur·rice·s qui bénéficient d'une intervention, sans connaître le nombre total d'agriculteur·rice·s d'une communauté donnée.

La source d'information des indicateurs est, elle aussi, source de problèmes. Le cadre de S&E officiel s'appuie fortement sur les enquêtes nationales annuelles que les différents secteurs peinent à financer régulièrement. Or, des alternatives sont parfois disponibles dans le système d'information de routine.

La qualité des données constitue un autre problème sérieux. Même lorsque des financements sont disponibles, certaines données collectées dans le cadre des enquêtes nationales ne sont pas publiées car elles ne satisfont pas aux normes de qualité requises.

Alignement des politiques sectorielles sur la politique multisectorielle de la nutrition

Bien que tous les secteurs aient été impliqués dans la conception du cadre de S&E du plan de nutrition 2016-2020, les politiques sectorielles n'ont pas été alignées sur le plan multisectoriel. Il arrive que certains indicateurs soient prioritaires pour la nutrition, mais pas pour un secteur en particulier. Comme le décrit Patricia N'Goran, point focal SUN et ancienne secrétaire exécutive de SE-CONNAPE : « Il a fallu renforcer les capacités de chacun des systèmes de S&E sectoriels, car les personnes concernées ne connaissaient pas les indicateurs sensibles à la nutrition demandés et ne les avaient donc jamais collectés. »

L'intégration de la nutrition dans les politiques sectorielles est un processus de longue haleine, qui dépend du cycle politique de chaque secteur. La PNIN a étudié la manière dont la nutrition

est incorporée dans les documents stratégiques sectoriels (SE-CONNAPE et PNMIN, 2020) afin d'identifier les lacunes en matière d'information mais aussi les principales fenêtres d'opportunités. Elle a ainsi identifié certains secteurs dont la politique nationale mentionne à peine la nutrition car elle a été conçue avant la finalisation du plan multisectoriel sur la nutrition.

N'Golo Fagnoro Coulibaly, point focal nutrition au ministère des Ressources animales et halieutiques, estime que l'intégration de la nutrition dans son secteur a progressé ces cinq dernières années. Il évoque les formations organisées au ministère, par exemple, sur la politique nationale du lait, ajoutant que le SE-CONNAPE, représenté par la PNIN, est impliqué. Cela montre que le travail de la PNIN favorise progressivement l'inclusion de la nutrition dans les politiques sectorielles, y compris dans le suivi de ces politiques. Le fait d'être visible et connu au sein de chacun des secteurs impliqués facilite l'inclusion du SE-CONNAPE dans les processus sectoriels pertinents pour le plan multisectoriel et pour son suivi.

Stimuler le dialogue entre les utilisateur·rice·s et les fournisseur·euse·s de données

Stimuler la demande d'informations

Pour prioriser certains indicateurs au niveau de la collecte de données, la solution la plus efficace consiste à inciter les fonctionnaires de haut niveau à demander des informations précises. Étant donné les ressources limitées disponibles pour la collecte des données, les personnes concernées ont tendance à donner la priorité aux indicateurs qui intéressent le plus les décideur·euse·s politiques.

Pour stimuler cette demande, il faut également disposer de certaines informations de base pour pouvoir alimenter le dialogue. C'est ce qu'illustrent les propos de Mahama Zoungrana, point focal du programme FIRST de la FAO¹⁶ : « J'ai participé à deux comités techniques annuels qui visaient à évaluer les progrès réalisés par le plan national multisectoriel de nutrition. Les discussions et les recommandations sont restées plutôt générales. Le débat aurait été très différent si nous avions disposé d'informations concrètes. Nous devons nous appuyer sur des éléments précis. »

Pour contribuer à la mise en place d'un dialogue dynamique, la PNIN a mis, pour la première fois, les indicateurs de suivi officiels du PNMN à la disposition du public en ligne en juillet 2020. Le site Internet fournit des informations concrètes sur les progrès réalisés qui alimenteront les discussions en cours sur la conception du PNMN 2022-2025. Le site mentionne également les déficits d'informations. Avec des données claires et actualisées sur ce qui est disponible et ce qui fait défaut, les discussions sont plus efficaces lors des réunions multisectorielles de haut niveau.

La PNIN a également organisé des ateliers multisectoriels avec des décideur·euse·s politiques pour identifier et prioriser les principales informations dont il·elle·s ont besoin. Un plan d'analyse des données a été élaboré et sera mis en œuvre en collaboration avec l'Institut

¹⁶ Programme FIRST de la FAO : le programme Impact, résilience, durabilité et transformation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un partenariat entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

national de la statistique pour produire les informations demandées par les décideur·euse·s politiques.

Générer de la confiance et de la transparence chez les parties prenantes

Pour bénéficier à l'ensemble des parties prenantes, le dialogue entre les fournisseur·euse·s et les utilisateur·rice·s de données doit être constructif et collaboratif. Lorsque les secteurs s'intéressent aux résultats produits, le cadre de suivi en sort renforcé.

Cette collaboration dynamique exige également de la transparence entre les parties prenantes impliquées. En Côte d'Ivoire, trois idées préconçues négatives ont probablement entravé la mise en place d'une coordination multisectorielle constructive lors du premier PNMN.

- Première idée préconçue : les parties prenantes pensaient que le plan serait assorti de nouveaux investissements massifs. Il y a bien eu de nouveaux investissements, mais pas au niveau attendu.
- Deuxième idée préconçue : les parties prenantes pensaient que le plan multisectoriel était principalement guidé par le secteur de la santé.
- Troisième idée préconçue : le mandat officiel du SE-CONNAPE, était perçu de façon ambiguë entre supervision sur les secteurs et coordination entre les secteurs pour toutes les interventions visant à réduire la malnutrition.

Pour surmonter ces idées préconçues, il est essentiel d'adopter une attitude de transparence et de collaboration. La PNIN a entrepris un certain nombre d'activités pour améliorer le cadre de S&E, mais l'attitude, c'est-à-dire le comportement que la plateforme adopte vis-à-vis des secteurs, est une composante clé d'une collaboration réussie.

Comme l'a indiqué Mahama Zoungrana, point focal du programme FIRST de la FAO : « L'utilisation du déficit de données pour mettre en place une collaboration avec les secteurs afin de combler ce déficit n'est pas synonyme de reprocher au secteur de ne pas avoir fourni les informations : la coopération n'est pas une forme de supervision. J'ai observé l'esprit de collaboration dont la PNIN fait preuve lorsqu'elle travaille avec les secteurs, un facteur très positif pour la coopération multisectorielle. Il est nécessaire d'avoir ce niveau de finesse dans la collaboration pour réussir à faire passer le message. »

Faire preuve de pragmatisme dans la conception du cadre de suivi

Un cadre de suivi ambitieux

Étant donné la complexité de la programmation multisectorielle, il est compréhensible que le cadre de S&E « idéal » souhaité pour le plan de nutrition ne puisse pas être entièrement et immédiatement renseigné par les systèmes d'information sectoriels existants. Toutefois, l'absence de près de la moitié des indicateurs sectoriels officiels dans le système d'information sectoriel souligne le degré d'ambition initial du cadre de S&E.

Patricia N'Goran, point focal SUN, confirme que le plan de S&E était ambitieux : « Certains indicateurs n'existaient même pas dans les systèmes d'information sectoriels, mais il était important d'avoir cet objectif pour pouvoir améliorer la capacité des secteurs à assurer

correctement le suivi du PNMN ». Cette ambition a trouvé un écho au niveau des secteurs, qui s’efforcent d’obtenir des financements pour leurs systèmes d’information.

Un autre facteur a contribué à la validation du cadre de suivi ambitieux. Alors qu’un seul point focal nutrition par ministère a été nommé pendant le processus participatif, les données sont produites par différentes divisions d’un même ministère. Il existait (et il existe encore) un certain manque de coordination au sein de certains ministères pour savoir quelles sont exactement les données disponibles et les données manquantes.

Avec, d’un côté, des responsables de la nutrition qui souhaitaient se doter d’un plan multisectoriel ambitieux assorti d’un cadre de suivi robuste et détaillé et, de l’autre, des secteurs qui travaillaient dur pour essayer de financer leur système d’information, les discussions ont abouti à la création d’un cadre de suivi et évaluation ambitieux et probablement trop éloigné de la réalité des systèmes d’information.

Vouloir un cadre de suivi ambitieux n’est pas problématique en soi. La véritable difficulté consiste à savoir quelles sont les informations véritablement nécessaires pour assurer le suivi du plan, quelles sont les informations déjà disponibles et quelles sont les informations à créer. Dans le cas de la Côte d’Ivoire, comme dans beaucoup d’autres pays, l’écart entre les informations souhaitées et les informations disponibles n’a pas été clairement établi au moment de la conception du cadre de S&E.

Un plan multisectoriel de nutrition ambitieux

L’ambition du cadre de S&E reflète également l’ambition initiale du PNMN lui-même. Les interventions décrites dans le plan n’ont pas toutes pu être financées. Comme l’explique la PNMIN¹⁷, quatre indicateurs du cadre de suivi ne sont pas renseignés car les interventions prévues n’ont pas été financées, ce qui signifie que les activités n’ont pas été mises en œuvre¹⁸.

Cela est révélateur des implications du choix stratégique qui se présente au moment de la conception du PNMN : les objectifs du plan doivent-ils être plutôt ambitieux de manière à créer une dynamique et à favoriser l’accès aux financements ou plutôt prudents pour rester réalistes ?

Ce difficile équilibre est évoqué par un des points focaux sectoriels, qui explique que les plans doivent être alignés sur les capacités du ministère et mentionne certains plans qui excédaient largement le budget total du ministère, ce qui les rendait hautement irréalistes et décuplait le risque d’échec. Le suivi des interventions risque alors d’être perçu comme un exercice périlleux, susceptible de mettre en lumière les difficultés collectives à atteindre un objectif ambitieux, plutôt que comme une activité d’apprentissage collaboratif.

¹⁷ SE-CONNAPE et PNMIN, 2019b

¹⁸ Cas de quatre indicateurs du cadre commun de résultats destiné au PNMN : pourcentage d’écoles favorables à une alimentation saine dans les zones d’intervention prioritaires ; nombre de nouvelles infrastructures urbaines modernes de traitement et de récupération des déchets ; pourcentage du personnel du Service de santé scolaire et universitaire (SSSU) et du Centre régional de la mutualité et des œuvres sociales (CREMOS) formé au dépistage de la malnutrition ; pourcentage de services du SSSU/CREMOS équipés d’équipements de dépistage.

Plaidoyer en faveur du financement des systèmes d'information sectoriels

Les déficits de données observés résultent principalement d'un manque de financement. Les systèmes d'information sont structurellement sous-financés au niveau international. Le Réseau de Berne¹⁹ estime que l'appui financier aux systèmes statistiques est inférieur de 50 % à ce qu'il devrait être et qu'il stagne depuis cinq ans. L'investissement dans les systèmes statistiques ne suscite pas suffisamment d'intérêt et la Côte d'Ivoire ne fait pas exception à la règle. Par exemple, comme le note un des points focaux sectoriels : « sur l'ensemble des indicateurs qui sont censés être mesurés par ce ministère, seuls 20 % environ sont dûment renseignés ». Bien que toutes les recommandations énumérées ci-dessus soient prioritaires, le financement de la collecte de données reste un élément important pour garantir un bon suivi du PNMN.

Les secteurs travaillent dur pour tenter d'obtenir des financements pour leurs systèmes d'information et pour trouver des solutions à faible coût. Comme indiqué ci-dessus, le fait de faire valider des indicateurs nutritionnels clés dans les stratégies et politiques sectorielles est un moyen efficace de plaider en faveur de financements supplémentaires. Par exemple, sachant que les niveaux d'insécurité alimentaire par région sont maintenant collectés pour 19 régions ivoiriennes, des financements seront disponibles en 2022 pour assurer la collecte de cette information dans toutes les régions du pays grâce à l'appui de la délégation de l'Union européenne. La présence de cet indicateur parmi les indicateurs clés de la stratégie nationale a joué un rôle essentiel dans l'obtention d'un appui financier.

D'autres initiatives complémentaires telles que le projet de « Système d'information sur la nutrition »²⁰ peuvent également appuyer les systèmes d'information sectoriels. La PNIN s'attache à créer des liens avec ces initiatives et à défendre la cause des initiatives sur les données sectorielles.

Résultats et enseignements

Grâce à l'appui de la PNIN depuis 2018, environ la moitié des indicateurs de suivi sectoriels officiels du plan de nutrition étaient dûment renseignés et disponibles en ligne en 2020. Il faudra du temps et davantage de collaboration pour combler les déficits d'information restants.

Les problèmes techniques liés au suivi du plan de nutrition peuvent être résolus assez rapidement. La PNIN a, par exemple, organisé un atelier avec les secteurs, ce qui a permis de trouver des indicateurs supplétifs pour 11 indicateurs non renseignés.

Un peu plus de temps sera nécessaire pour permettre aux politiques sectorielles, au fur et à mesure de leur renouvellement, d'intégrer progressivement la nutrition (et les indicateurs de nutrition). Pour cela, le SE-CONNAPE travaille dorénavant en collaboration étroite avec les secteurs concernés et avec leurs points focaux nutrition.

¹⁹ *The Bern Network*, 2021

²⁰ Le projet « Improving National Information Systems for Nutrition » (EC-NIS) est financé par l'Union européenne. Il appuie la collecte d'informations sur la nutrition dans les systèmes de suivi sanitaire de 5 pays. Le projet est mis en œuvre par l'UNICEF et par l'OMS.

À long terme, il est également important de garantir un meilleur financement des systèmes d'information sectoriels.

La conception du plan multisectoriel de nutrition 2022-2025 est l'occasion idéale pour concevoir un cadre de suivi efficace. Toutes les parties prenantes impliquées dans la conception du cadre de suivi 2016-2020 avaient de bonnes raisons d'être ambitieuses. Toutefois, le travail de la PNIN montre que l'ambition initiale du cadre de suivi était probablement irréaliste compte tenu des capacités des systèmes d'information sectoriels. Pour s'assurer que les attentes vis-à-vis des plans de nutrition soient raisonnables, deux types d'informations fournies par la PNIN sont importants : le pourcentage d'indicateurs suivis de manière efficace et les recommandations d'amélioration du système d'information. Il est également crucial de maintenir un excellent niveau de communication et de collaboration entre les parties prenantes, de manière à instaurer une culture favorable au partage de données.

Perspectives sur le S&E

La création d'un cadre de suivi réaliste pour un plan multisectoriel de nutrition est une entreprise complexe. En Côte d'Ivoire, la PNIN a appuyé le SE-CONNAPE dans son rôle de coordination 1) en renforçant l'esprit de collaboration des principaux secteurs impliqués ; 2) en consolidant leurs capacités ; et 3) en identifiant les lacunes du système d'information sectoriel grâce à la centralisation et à la publication d'indicateurs en ligne. Ces informations seront l'une des principales sources de données dont disposeront les décideur·euse·s politiques chargé·e·s de la conception du plan de nutrition 2022-2025.

Les décideur·euse·s politiques ont toutefois besoin d'informations plus complètes et plus actuelles. Le Sommet 2021 sur la nutrition pour la croissance²¹ a mis en lumière la nécessité d'investir davantage dans les systèmes de suivi et d'information pour la nutrition²² et d'y consacrer au moins 5 % du budget national destiné à la nutrition. En Côte d'Ivoire, moins de 1 % du budget total du PNMN est dédié au S&E du plan²³.

²¹ Le Sommet sur la nutrition pour la croissance (N4G) s'est tenu en décembre 2021 sous les auspices du gouvernement japonais. L'événement, qui a réuni un échantillon représentatif des parties prenantes, avait pour but d'annoncer des engagements financiers et politiques définitifs et de tracer la voie vers 2030 avec des recommandations concrètes pour la communauté mondiale. <https://nutritionforgrowth.org/>

²² Pour en savoir plus sur l'événement parallèle au N4G consacré aux données : [Improving Nutrition Through Accountability and Data Systems – A Certified Side Event of 2021 Nutrition for Growth Summit – Data for Nutrition](#)

²³ Selon le plan de travail initial du PNMN de 2015, action 7.5.

Annexe 1 : méthodologie

Cette étude de cas a été réalisée par C4N (Capacity for Nutrition).

Les objectifs et la méthodologie ont été décrits, examinés et validés par les principaux partenaires (C4N, équipe de la PNIN Côte d'Ivoire, UNICEF Côte d'Ivoire et Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire). Ces mêmes partenaires ont évalué et validé l'étude de cas à deux stades du processus.

L'étude de cas est basée sur une évaluation antérieure (C4N, 2020) du travail de la PNIN en Côte d'Ivoire qui avait été finalisée en septembre 2020. L'évaluation portait sur l'appui fourni par la plateforme au suivi et à l'évaluation du plan de nutrition en Côte d'Ivoire. L'évaluation antérieure comprenait des entretiens approfondis avec des informateurs clés au sein de la plateforme et à l'extérieur. Certains entretiens ont été analysés afin d'en extraire les informations pertinentes pour l'étude de cas.

L'étude de cas est également basée sur une analyse documentaire rapide des principaux rapports produits par la PNIN en Côte d'Ivoire et d'articles scientifiques.

L'étude de cas a également inclus des entretiens complémentaires avec des informateurs nationaux et internationaux afin de compléter l'évaluation de 2020. La liste des personnes interrogées pour l'étude de cas est disponible à l'annexe 2. Pour des questions de temps et de disponibilité, quelques personnes n'ont pas pu être consultées dans le cadre de l'étude de cas, notamment le nouveau secrétaire exécutif du SE-CONNAPE (même si l'ancienne secrétaire exécutive l'a été) et le point focal nutrition du ministère de la Santé (qui avait été interrogé en 2020).

Les entretiens ont été réalisés à distance en raison des restrictions liées à la COVID-19.

Annexe 2 : liste des personnes interrogées

| Nom | Fonction | Organisation |
|--------------------------|--|--|
| Dr Patricia N’Goran | Point focal SUN, ancienne secrétaire exécutive du SE-CONNAPE | Conseillère principale du CERFAM à la présidence de la Côte d’Ivoire |
| Dr Faustin N’Dri | Responsable de la PNIN | SE-CONNAPE |
| Dr Assemian Ake | Unité PNIN | SE-CONNAPE |
| N’Dri Ahoutou Louis | Unité PNIN | SE-CONNAPE |
| Gbouazo Tato Oumar | Unité PNIN | SE-CONNAPE |
| Roland Mady | Unité PNIN | SE-CONNAPE |
| Dr Denis Garnier | Spécialiste de la nutrition | UNICEF Côte d’Ivoire |
| Paulin Koffi | Assistant technique de la PNIN | UNICEF Côte d’Ivoire |
| Germain Bomisso | Assistant technique de la PNIN | UNICEF Côte d’Ivoire |
| Serge Couhoulé Allou | Point focal nutrition | Ministère de l’Agriculture (MINADER) |
| N’golo Fagnoro Coulibaly | Point focal nutrition | Ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH) |
| Mahama Zoungrana | Point focal du programme FIRST de la FAO au SE-CONNAPE | FAO Côte d’Ivoire |
| Debora Di Dio | Conseillère senior en nutrition et stratégie | Secrétariat du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) |
| Dr Ingo Neu | Consultant pour C4N-PNIN | EPOS Health Management |
| Kendra Siekmans | Consultante pour Nutrition International | Nurture Dev |

Références bibliographiques

- C4N (2020). *National Information Platforms for Nutrition Stock-taking Exercise in the République of Côte d'Ivoire*, p. 26.
- Coile, A. et al. (2021). *Scaling up nutrition through multisectoral planning: An exploratory review of 26 national nutrition plans*, *Maternal & Child Nutrition*, p. e13225. doi: 10.1111/mcn.13225.
- Development Initiatives (2020). *Global Nutrition Report*. Bristol, Royaume-Uni.
- Fracassi, P., Siekmans, K. et Baker, P. (2020). *Galvanizing political commitment in the UN Decade of Action for Nutrition: Assessing commitment in member-countries of the Scaling Up Nutrition (SUN) Movement*, *Food Policy*, 90, p. 101788. doi: 10.1016/j.foodpol.2019.101788.
- Heidkamp, R. A. et al. (2021). *Mobilising evidence, data, and resources to achieve global maternal and child undernutrition targets and the Sustainable Development Goals: an agenda for action*, *Lancet*. doi: 10.1016/s0140-6736(21)00568-7.
- Manorat, R. et al. (2020). *How are countries planning for costs of nutrition data and information systems? [version 1; peer review: 2 approved]*, *Gates Open Research*, 4(60). doi: 10.12688/gatesopenres.13145.1.
- Michel, R. et Apata, G. (2017). *Diagnostic des systèmes d'information et de suivi et évaluation en Côte d'Ivoire*, p. 46.
- PNMIN (2020). PNMIN | Plateforme nationale multisectorielle d'information pour la nutrition. Disponible à l'adresse : <https://nutridata.gouv.ci/> (consulté le 28 juin 2021).
- République de Côte d'Ivoire (2016). *Plan national multisectoriel de nutrition 2016 2020*.
- SE-CONNAPE et PNMIN (2019a). *Plan de formation des points focaux du PNMIN*.
- SE-CONNAPE et PNMIN (2019b). *Rapport d'analyse des indicateurs du cadre commun de suivi évaluation du plan national multisectoriel de nutrition 2016-2020*.
- SE-CONNAPE et PNMIN (2020). *La nutrition dans les documents cadre de Côte d'Ivoire. Analyse des politiques et stratégies sectorielles en matière nutrition*.
- SUN (2020). *Checklist on the criteria and characteristics of 'good' national nutrition plans*.
- The Bern Network (2021). Disponible à l'adresse : <https://bernnetwork.org/> (consulté le 4 mai 2021).
- UNICEF/OMS/Banque mondiale. *Joint Malnutrition Estimates, 2021*
- Organisation mondiale de la santé (2012). *Résolution WHA65.6. Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant*. Soixante-cinquième Assemblée mondiale de la santé, Genève. Disponible à l'adresse : https://www.who.int/nutrition/topics/WHA65.6_resolution_en.pdf?ua=1, (consulté le 28 juin 2021).